

## Le Monde en crise

### Quel sort pour les plus démunis ?

Tous les superlatifs ont été utilisés pour caractériser la crise financière et économique que traverse la planète depuis quelques mois maintenant. C'est en effet à l'une des plus graves crises du capitalisme que nous assistons en ce moment. De juillet à septembre, 25 000 milliards de dollars de richesses qu'on pensait acquises se sont envolées des places financières de pays riches. Cette richesse perdue représente plus de deux siècles d'aide au développement et est supérieure à tout ce que le continent a reçu comme soutien depuis les indépendances de nos pays. Des entreprises reconnues par tous comme de véritables institutions comme General Motors ou Lehman brothers frôlent la faillite ou ont déjà déposé le bilan. L'incertitude créée par la situation asphyxie le crédit et prive de nombreux acteurs de moyens d'actions voir de liquidités de fonctionnement. On voit ainsi la Chine, grand espoir économique de la planète, craindre pour son expansion en raison de faillites multiples d'entreprises dans la province orientale de Canton. La crise est présente, elle a une histoire et s'explique par de nombreux facteurs qu'il convient d'analyser pour la comprendre. Elle se manifeste à différents niveaux mais avec des impacts significatifs pour tous, à commencer par les pays les plus démunis. Face à l'ampleur du désastre, les pays riches ont mis en œuvre des stratégies multiples et commencent peu à peu à jeter les bases d'une réaction multilatérale dont certains contours rappellent les innovations de Bretton Woods il y a soixante ans. Ces solutions interpellent les pays démunis dont principalement les nations africaines. Elles se doivent de réagir à la hauteur de l'ampleur des difficultés. Individuellement également, à l'instar de notre pays, elles doivent engager des réformes de fond pouvant faire de ce désastre planétaire une opportunité de regain et de croissances annonciatrice de lendemains meilleurs !

La crise financière et économique actuelle n'a été que la cerise sur un gâteau déjà bien imposant depuis trois ans ! En effet nous vivons encore les manifestations de deux crises précédentes que sont la crise énergétique et la crise alimentaire, toute crise ayant des impacts plus ou moins négatifs sur les pays démunis au nombre desquels le Mali. La crise énergétique a eu comme effet d'accroître considérablement le coût des hydrocarbures et indirectement les coûts de produits et services qui leur sont liés (transport, biens manufacturés, produits alimentaires...). La Crise alimentaire a enfoncé le clou par une augmentation significative du prix des aliments, aussi bien ceux importés que ceux produits localement, avec comme conséquence une baisse douloureuse du pouvoir d'achat des populations. Ces crises ont suscité des meutes et des manifestations populaires dans de nombreux pays. Elles ont nécessité que les Etats interviennent par le recours à différentes mesures (subventions, exonérations, hausse de salaire, allocation de primes...) ayant comme point commun une baisse substantielle de leurs capacités budgétaires et donc un affaiblissement de leurs pouvoirs d'intervention. Au Mali, courant Octobre, l'Etat a ainsi été obligé de revoir à la baisse ses prévisions de recettes et pour 2008 et pour 2009 après avoir constaté que l'exercice budgétaire 2007 n'a pas été satisfaisant. Par exemple, le niveau prévisible des recettes (980 milliards de FCFA) pour 2009 atteint péniblement ce qui avait été prévu pour 2008 ! L'effet conjugué des crises énergétiques et alimentaires a été dramatique pour nos pays. Quid de la crise actuelle d'abord financière et depuis peu économique ?

La crise actuelle pend au nez du monde développé depuis quelques années. Elle a été induite par de profonds déséquilibres apparus aux Etats-Unis, déséquilibres se répandant aux autres pays à travers leurs marchés financiers et bancaires. L'économie américaine a été longtemps soutenue par la consommation intérieure de plus de 300 millions de personnes ayant des niveaux de vie et de compétence en moyenne les plus élevés de la planète. Ces consommateurs ont pris l'habitude d'user et d'abuser des avantages de l'économie capitaliste et de son frère jumeau : les marchés financiers et bancaires. Les ménages américains ont ainsi pris l'habitude de vivre très largement à crédit et de financer tous les éléments de leur vie par l'emprunt. La disponibilité des banques, l'abondance des liquidités (dont une grande partie en provenance de l'extérieur) et l'appétit de nombreux intermédiaires (spéculateurs en cascade achetant des actifs et les revendant plus chers) vivant de ce système ont permis au dispositif de fonctionner de nombreuses années sans difficulté car la confiance de chaque acteur était acquise, cela d'autant plus que chacun y avait intérêt. Il a fallu la conjonction de plusieurs facteurs pour faire fissurer cet ensemble. La politique monétaire et budgétaire américaine des dernières années a privilégié une monnaie faible pour limiter le déficit commercial du pays, ce qui accroît les risques d'inflation et surtout maintient des taux d'intérêts bancaires élevés pour faire face à cet environnement. La hausse des taux d'intérêts rend plus cher le coût de l'emprunt surtout quand le taux d'intérêt de cet emprunt est variable. Cet intérêt devient de plus en plus lourd et sera insupportable quand le débiteur rencontrera des difficultés du fait de perte d'emploi ou de situation particulière intervenant dans sa vie (dépenses importantes du couple, investissements nouveaux...). Le dispositif a été ainsi peu à peu fragilisé et a fini par atteindre un point de non retour quand l'insolvabilité grandissante des foyers a entraîné des saisies immobilières, favorisé la baisse des prix de l'immobilier en raison du trop grand nombre de logements saisis (actuellement 3000 logements sont saisis chaque jour aux Etats-Unis créant autant de familles sans domiciles) et fini par emporter le principal fondement : la confiance des acteurs ! Quand la confiance n'existe plus entre partenaires, il n'y a plus de transactions, plus d'échanges, plus de financement et donc moins de consommations et encore moins d'investissements et d'affaires. Les organismes de crédit immobilier, handicapés par leurs créances irrécouvrables ne peuvent plus fonctionner. Ils n'arrivent pas à rembourser les banques qui leur ont prêté de l'argent ; ces dernières se retrouvent sans liquidités et ne peuvent plus rembourser leurs déposants et leurs partenaires dont d'autres banques et des investisseurs boursiers ; et ainsi de suite la défiance et le défaut de liquidité gagnent tous les acteurs financiers et économiques. Les grandes entreprises financières sont les premières à faire les frais de la crise, suivies par les autres qui leur sont liées ne serait-ce que par les financements. Aucun pays, en particulier ceux qui sont développés, n'est épargné car leurs acteurs financiers figurent en bonne place des créanciers des entreprises, des banques et indirectement des particuliers américains. C'est ce qui explique le vent de panique sans précédent depuis 1929 qui parcourt le monde, à commencer par les Etats-Unis. Toutes les places financières chutent. Les grandes entreprises commencent à s'inquiéter sérieusement car la crise financière commence à impacter le moral des consommateurs qui, inquiets de l'avenir, commencent à contracter leurs dépenses. Le secteur des transports commence à être traumatisé. Le secteur de l'automobile subit les affres de la crise. Les loisirs et les services suivront et progressivement la crise investit les secteurs d'activité de l'économie réelle transformant en crise économique tout court ce qui apparaissait encore quelques mois comme une simple alerte financière localisée.

La toute puissante Chine, dont beaucoup d'entreprises sont détenues par des spéculateurs et autres investisseurs internationaux, commencent à voir le taux de chômage partir à la hausse avec une augmentation importante des faillites d'entreprises prises en tenaille par l'effet conjugué du recul de leurs débouchés (les consommateurs occidentaux) et de la baisse de liquidités indispensables aux investissements et au progrès. Le Monde tremble, surtout les plus pauvres. On a coutume de dire dans le mandé que « quand la coupe de la forêt commence par le karité (l'arbre le plus imposant), les autres arbres doivent se faire du souci » ! Nous devons en effet nous faire du souci et cela à différents niveaux. Nous devons nous inquiéter pour nos sources de devises que sont nos ressortissants vivant dans les pays riches, directement menacés qu'ils sont par les effets de la crise en terme de perte d'emplois voir de restriction dans les transferts de fonds. Nous devons nous faire du souci pour l'aide que les pays riches consentent à nous faire chaque année et qui avait déjà tendance à baisser en terme réel. Nous devons également avoir peur pour les nombreux projets d'investissements ayant besoin de capitaux étrangers, dans les infrastructures, l'énergie, la téléphonie, les mines... La crainte des pays en difficulté doit concerner sans doute leurs propres marchés financiers au sein desquels certaines banques disposent d'avoirs et de positions sur les places internationales. Nous devons craindre pour nos matières premières exportées pour la plupart et dont la bonne tenue avait permis au continent africain d'afficher depuis 5 ans une croissance de la richesse supérieure à 5% chaque année. Nous voyons ainsi depuis un mois le cours de la fibre de coton atteindre son niveau le plus bas depuis deux ans effaçant du coup les espoirs placés par un pays comme le Mali en l'avenir de la filière cotonnière ! Nous devons craindre pour la solidité de nos finances publiques déjà bien entamée par les efforts importants consentis pour faire face aux crises précédentes. Certains d'entre nous doivent enfin craindre pour le sort réservé à leur épargne et aux placements qu'ils ont effectués à partir de leurs excédents commerciaux consécutifs à l'embellie des cours du pétrole !

Les effets de la crise seront multiformes et peuvent conduire les plus faibles d'entre les nations dans une impasse financière et économique avec de graves conséquences sociales. Le signal d'alarme a d'ailleurs été tiré par la Banque mondiale à travers son président qui estime que si des efforts de soutien importants n'étaient pas engagés vers les pays pauvres, la conjoncture mondiale actuelle risquerait d'entraîner le basculement d'au moins 30 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, ce qui annihilerait les efforts déployés par le monde développé pour lutter contre la pauvreté et surtout constaterait l'impossibilité pour nous tous d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement !

Les nations les plus touchées par la Crise ne sont pas restées inactives face à celle-ci loin de là. Elles ont déployé depuis six mois des efforts de sauvetage et de lutte sans équivalent dans l'histoire de l'humanité pour endiguer les effets la crise. Ces réactions ont concerné les nations prises individuellement pour faire face aux problèmes locaux en rapport avec certaines spécificités propres à chaque pays. Elles ont aussi porté sur des tentatives de réforme régionale ou globale pour faire face aux enjeux de l'économie globale et faire en sorte qu'il n'y ait de réplique ultérieure. Au niveau des nations, on a ainsi été témoin ces dernières semaines à la présentation du plan Paulson (ministre américain des finances) pour plus de 750 milliards de dollars, du plan de sauvetage des banques françaises pour 275 milliards d'Euros, de plan de relance économique chinoise pour 400 milliards de dollars...

Nous avons vu l'Union Européenne décider d'une mise en cohérence des interventions des pays assorties d'actions de la Banque centrale sur les marchés pour soutenir la monnaie et les banques. Ces actions se traduisent principalement par le soutien aux banques et autres acteurs financiers par l'intermédiaire de prêts, de prise de participation au capital ou de rachat d'actifs dévalués afin de leur permettre de recouvrer un minimum de solvabilité. Ils ont permis de maintenir dans une certaine proportion la chute des places financières. Mais il est apparu nécessaire que les décideurs politiques aillent plus en avant dans leurs actions pour assainir les fondements du système financier international et des activités des financiers afin de revenir à certains fondamentaux. Ces actions se décident globalement car le monde et l'économie planétaire sont globaux et personne ne remet cela en question. C'est cette nécessité qui a motivé le Président français à la tête de l'Union Européenne pour convaincre les dirigeants américains et asiatiques à aller vers une rencontre internationale destinée à refonder le système financier international. L'objectif de ces dirigeants étant d'arriver à mettre en place un début de gouvernance économique mondiale et à renforcer la régulation des activités financières comportant des aspects de règles de fonctionnement, de contrôles d'activités et de contrôles comptables mais aussi d'informations financières plus adaptées et plus massives. La réunion des pays les plus puissants s'est tenue le samedi 15 novembre et on attend d'ici six mois la concrétisation des nombreuses décisions qui y ont été prises.

Parallèlement aux pays, les institutions de développement et les institutions financières internationales ne sont pas restées inertes. En Afrique la Banque Africaine de Développement a réuni les ministres des finances du continent le 12 novembre pour identifier les moyens d'actions à mettre en œuvre. La Banque Mondiale a rendu public le 11 novembre ses intentions en direction des pays démunis et qui se baseront notamment par une multiplication par trois de ses interventions annuelles (environ 35 milliards de dollars prévus pour 2009 contre 13,5 milliards en moyenne chaque année). L'institution envisage également un accroissement des interventions de la société financière internationale, sa filiale, envers les entreprises et les projets privés structurants dans les pays pauvres. Elle souhaite aussi accroître ses garanties pour le financement par les banques de projets importants dans les pays en développement. Le Fond monétaire souhaite renforcer ses moyens d'action (à porter de 80 à 250 milliards de dollars en vendant une partie de ses 400 tonnes de réserves d'or) pour soutenir la balance de paiement et les budgets de pays en difficultés. D'autres institutions s'emploient à secourir les économies en péril avec plus ou moins de réussites mais on peut être heureux de la réactivité relative des gouvernants d'aujourd'hui même si peu d'entre eux peuvent dire de quoi demain sera fait, notamment les gouvernants africains !

Que pouvons nous faire en Afrique pour nous sortir de la crise mieux et plus tôt que les autres ? Cette question n'est malheureusement pas souvent posée en terme d'urgence sur le continent. On préfère davantage échanger sur la nécessité pour l'Afrique d'être présente à la réunion du groupe des vingt pays les plus riches que de prendre des mesures pouvant permettre au Continent de jouer sa propre partition. L'Afrique qui représente 3% de la richesse mondiale, 2% du commerce et des investissements internationaux et encore une moindre proportion des transactions financières ne peut guère peser sur le cours des discussions des nations riches. Elle peut encore moins revendiquer une quelconque place à ces occasions. Elle doit en revanche se poser les bonnes questions en terme de gouvernance économique, de solidarité, de coopération et d'actions concertées lui permettant de renforcer ses structures économiques afin d'affronter éventuellement les prochaines crises.

Elle doit utiliser les menaces à l'horizon comme inductrices de progrès vers une plus grande intégration de son économie et des échanges plus importantes entre ses différentes régions et ses différents pays. Certains domaines prioritaires sont à identifier et à faire l'objet de décisions politiques majeures. Les chantiers de l'énergie et des infrastructures, de l'orientation des capitaux et de l'épargne, de l'agriculture et de l'agro industrie peuvent servir de trame à une réponse africaine à la crise internationale. Les pays africains exportateurs d'hydrocarbures et de métaux précieux ont accumulé en peu de temps des réserves significatives de change pendant que d'autres pays lançaient des emprunts importants sur les places boursières afin de lever des fonds destinés à financer leurs déficits. On ne voit pas ce qui pourrait empêcher les Etats Africains de se prêter mutuellement de l'argent quitte à garantir ces prêts par des actifs miniers, agricoles...comme certains le font avec des puissances étrangères. Certains pays se sont totalement désendettés (ce qui est une bonne chose) et se contentent de placer simplement leur excédent dans les banques occidentales alors que ces fonds pourraient financer des investissements de base inducteurs de progrès pour le continent. Les infrastructures constituent un domaine où les fonds errants des Etats pourront être mis à contribution. Les infrastructures routières (Transsaharienne, transahélienne, autoroutes régionales, ...), énergétiques (barrages notamment avec le cas du Grand INGA pouvant fournir 48 000 Méga Watts soit l'équivalent des besoins énergétiques de l'Afrique Centrale pour au moins quarante ans), agricoles (les aménagements hydro agricoles permettant de mettre à disposition 3 millions d'hectares pour la riziculture en Afrique ne coûteront que 8 milliards de dollars soit dix fois moins que les réserves de change de la seule Algérie !), les prospections en matière d'hydro carbures ou de mines...Les occasions d'investir sur le Continent ne manquent pas, les capitaux également. La volonté de drainer les uns vers les autres est ce qui nous manque. Il nous faut pourtant nous engager à améliorer nos fondamentaux économiques. Plusieurs études ont ainsi démontré qu'en améliorant l'intégration des pays et les relations économiques entre Etat, non seulement on favorise l'intégration socio politique mais surtout on accroît la richesse du continent et on le rend moins tributaire des soubresauts extérieurs. Le NEPAD a ouvert la voie, l'Union Africaine a créé des espoirs, la gouvernance économique africaine est véritablement à construire. Elle permettra de distribuer les rôles entre le national, le régional et le continental. Elle permettra à chaque pays, comme le Mali, de pouvoir faire sa part du boulot dans l'harmonie avec les autres.

Au Mali, nous faisons face aux retombées des différentes crises avec de sérieux atouts mais également avec quelques faiblesses significatives. Au niveau de ces dernières on peut signaler les difficultés de nos finances publiques, le déficit budgétaire de 2008 sera plus important que prévu avec 120 milliards de FCFA et celui de l'année prochaine sera encore plus importante (130 milliards). L'Etat cumule des arriérés importants envers le secteur privé, ce qui augure d'une année 2009 compliquée avec une marge de manœuvre plus restreinte pour l'Etat en cas de survenance d'autres chocs externes. Les ventes annoncées d'or par le Fond monétaire international risquent de mettre à mal le cours de ce métal et donc de diminuer les ressources des compagnies et de celles de l'Etat. La baisse significative des cours du coton est lourde de menace surtout quand on sait que des mesures importantes sont envisagées pour faire augmenter la production de coton graine.

Au cours actuel de la fibre, si la production devait atteindre 600 000 tonnes, le déficit de la filière serait supérieur à 40 milliards de FCFA, ce qui obligera l'Etat à intervenir et dans les conditions actuelles la situation sera très difficile.

A côté de ces difficultés réelles, le pays a des atouts qu'il convient d'exploiter pour renforcer nos bases économiques. Le premier atout du pays est l'harmonie sociale, caractérisée par une bonne collaboration entre l'Etat et ses partenaires sociaux dans un environnement de transparence sur la gestion des ressources publiques. Les pouvoirs publics doivent engager des concertations avec les partenaires sociaux destinées à différer certains engagements susceptibles d'avoir une incidence sur les charges budgétaires en attendant une embellie budgétaire. Il est également souhaitable que nous nous efforcions à éponger les arriérés internes, au moyen s'il y a lieu des ressources exceptionnelles liées au portefeuille (ressources de privatisation par exemple). Il nous faut poursuivre les efforts importants entrepris dans la promotion agricole en particulier celle liée à la culture du riz. Le pays attend des récoltes agricoles sans précédent dont des résultats importants en matière de culture rizicole. Il faut induire la gestion de ce résultat en poursuivant plusieurs objectifs que sont l'autosuffisance alimentaire, le bon approvisionnement des villes, la constitution de stocks d'intervention publics et de stocks d'intervention privés, la préparation de la prochaine campagne par une meilleure organisation du secteur des intrants et des semences, une plus grande régulation de l'Etat (lutte contre les retentions spéculatives et suivi des exportations, formation des producteurs...). Notre pays a l'opportunité d'utiliser cette campagne pour jeter les bases de notre souveraineté alimentaire nous permettant de nous sécuriser mais aussi et surtout de profiter des opportunités du marché et, là où cela est possible, d'investir dans le domaine de la transformation des produits agricoles. Le Gouvernement doit donner plus de vigueur à sa politique de substitution de ressources internes aux ressources de portes par une plus grande collaboration des services fiscaux, une meilleure couverture des contribuables, la simplification des mesures fiscales et l'engagement d'une importante politique de soutien aux opérateurs locaux accompagnée par le soutien et la promotion du civisme fiscal.

Pour un pays comme le nôtre, qui comptera encore sur l'extérieur pour au moins 450 milliards de FCFA l'année prochaine, les solutions publiques ne sont pas innombrables, notamment dans l'environnement actuel. Néanmoins, en multipliant les initiatives de manière cohérente, en se fixant des objectifs clairs et quantifiables, privilégiant certains secteurs clés, les autorités pourront démontrer aux maliens leur ferme intention à répondre aux enjeux d'aujourd'hui en n'oubliant pas de poser les jalons qui faciliteront au pays de gérer ceux de demain avec plus de moyens.

Moussa MARA  
[moussamara@moussamara.com](mailto:moussamara@moussamara.com)